



Conseil économique et social

Distr. générale
29 décembre 2011
Français
Original : anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquante-sixième session

27 février-9 mars 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suite à donner à la Quatrième conférence mondiale sur les femmes et à la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les Femmes en 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le vingt et unième siècle » : réalisation des objectifs stratégiques et mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives; thème prioritaire : « L'émancipation des femmes rurales et leur rôle dans l'élimination de la pauvreté et de la faim, le développement et les défis actuels »

Déclaration soumise par Sociologists for Women in Society, une organisation non gouvernementale avec statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante qui est publiée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.6/2012/1.



Déclaration

Sociologists for Women in Society est une organisation scientifique et académique sans but lucratif de sociologues dont l'objectif est d'améliorer la vie des femmes et de créer un changement social féministe. Nous avons obtenu le statut consultatif auprès du Conseil économique et social en 1999 à la suite de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing. Les femmes rurales constituent une portion significative de la population mondiale à bas revenus et nous nous félicitons de l'attention qui est accordée à leur rôle dans le développement par la Commission de la condition de la femme.

Pour préparer la cinquante sixième session, nous avons réuni un groupe d'experts sur les femmes rurales, la pauvreté, la faim et le développement : aperçu de la sociologie féministe. Plusieurs sociologues, notamment Kum-Kum Bhavnani, Mangala Subramaniam, Yordanos Tiruneh et Catherine Meola ont présenté des idées basées sur des recherches approfondies pour aider la Commission à réfléchir sur le rôle des femmes rurales dans le développement. Les experts ont souligné les points suivants qu'ils demandent aux États Membres d'examiner :

Mettre les femmes au centre du développement en tant qu'agents actifs de la transformation sociale. Le développement n'est pas simplement l'augmentation du produit national brut. Une meilleure approche du développement consiste à le conceptualiser en tant que « transformation sociale planifiée » qui met les femmes au centre. Les femmes ne sont pas des réceptacles passifs du développement mais des agents actifs de transformation sociale. Si on veut un développement fructueux, les femmes doivent être intégrées à côté d'autres dans le processus de planification. Le développement est vraiment durable quand elle est générée de l'intérieur par ceux qui en sont les destinataires et qui sont la meilleure source pour définir les priorités. Pour évaluer les efforts de développement, les longues heures de travail reproductif des femmes qui s'occupent de leurs familles doivent être examinées en tant qu'élément important du développement de la communauté et non pas en responsabilité privée des femmes.

Les groupes communautaires de base sont les moyens les plus efficaces de faire participer les femmes à une transformation sociale planifiée. Ils mobilisent et stimulent les femmes rurales et leur donnent la confiance et les compétences qui doivent leur permettre de s'engager dans le processus politique. Ces groupes créent la solidarité entre les femmes et leur permettent s'adresser aux autorités. Les groupes communautaires de base font passer des informations importantes aux femmes rurales et permettent l'émergence de responsables féminins locaux. Les femmes qui s'organisent en groupes communautaires de base sont des avocats efficaces du développement. Malgré leur succès, les groupes féminins des communautés de base dans les zones rurales sont rares. Une augmentation significative de ces groupes contribuerait à l'émancipation des femmes rurales et à l'accélération de la transformation sociale.

La question de l'analphabétisme est le défi le plus significatif auquel sont confrontées les femmes rurales. Leur peu de succès en matière d'éducation contribue au problème de la pauvreté. L'analphabétisme est plus répandu parmi les femmes rurales que parmi les femmes urbaines. Chez les femmes rurales, le degré d'instruction varie dramatiquement selon les classes, les castes, les convictions religieuses et les groupes ethniques. Dans l'État indien de Karnataka par exemple, le

niveau d'alphabétisation des femmes est relativement élevé. Mais quand ces niveaux sont ventilés par caste au niveau des districts, le taux d'alphabétisation pour les femmes rurales de caste inférieure se situe en dessous des niveaux nationaux. Ces différences ont des implications pour l'accès aux ressources et le degré de pouvoir exercé dans la famille et la communauté. Les femmes très peu éduquées ont des accès limités aux ressources comme la terre, les marchés et le crédit. Elles sont vulnérables à la violence, au trafic des êtres humains et à l'infection au VIH qui est une épidémie féminine dans plusieurs régions. Le nombre insuffisant des filles rurales inscrites dans des écoles perpétue la pauvreté et la vulnérabilité dans les générations suivantes.

Les projets d'alphabétisation mobilisent les femmes rurales et encouragent la constitution de groupes de communautés de base. L'accession à l'éducation des femmes rurales crée pour celles-ci de nouvelles opportunités d'emplois rémunérés et leur permet de contribuer de manière plus efficace aux charges de la famille. Grâce aux projets d'alphabétisation, les femmes rurales ont accès à des informations importantes à propos du VIH qui leur permettent de se protéger contre les infections. Ces projets leur donnent la détermination qu'il faut pour s'organiser contre la violence. Des groupes féminins des communautés de base établis grâce des projets d'alphabétisation fournissent les moyens aux femmes de s'entraider pour répondre aux besoins de la communauté et de la famille. Le calendrier des projets d'alphabétisation des adultes devrait être établi en consultation avec les groupes de communautés de base pour permettre aux femmes rurales d'établir un équilibre entre leur emploi, leurs tâches ménagères et les cours d'alphabétisation.

Les femmes rurales éduquées peuvent apporter aux groupes l'autorité qu'il faut pour transformer la communauté. Les femmes éduquées investies par les groupes des communautés de base sont plus à même de jouer un rôle de responsabilité et de travailler pour le développement de la communauté plutôt que de défendre l'avancement individuel. Elles peuvent faire pression pour l'application des lois qui protègent les femmes contre la violence domestique et le mariage précoce. Elles peuvent promouvoir l'éducation des filles, les classes d'alphabétisation pour adultes, l'accès à l'eau potable, l'amélioration des conditions sanitaires et un plus grand accès aux soins primaires de santé. Les femmes rurales éduquées peuvent transformer la vie des femmes et des filles au niveau des communautés de base et faciliter une transformation réelle de la communauté sociale.

Les sociologues pour les femmes dans la société demandent aux États Membres des Nations Unies de continuer à concentrer leurs efforts sur des projets d'alphabétisation, des groupes de communautés de base et la responsabilité des femmes rurales. Nous demandons instamment aux décideurs politiques d'accorder une attention spéciale aux différences par classe, caste, ethnie et religion entre les femmes et de développer des programmes qui visent des groupes spécifiques de femmes. Des efforts ciblés de développement peuvent contribuer à l'émancipation de toutes les catégories de femmes rurales aux fins d'une transformation sociale positive et durable.